Les journées du Patrimoine en Wallonie : un bilan, des perspectives

par Nicole PLUMIER-LAGUESSE,
Attachée à la Division du Patrimoine,
Secrétariats des Journées du Patrimoine et de l'Icomos
Wallonie-Bruxelles

Avant de résumer les propositions, réflexions, suggestions revenues le plus fréquemment dans vos questionnaires et que nous entamons le large débat prévu avant le déjeuner, je coiffe ma casquette d'attachée au secrétariat des Journées du Patrimoine, pour vous dresser un bref historique et le bilan d'une manifestation devenue en six ans un des rendez-vous de la rentrée de septembre.

I. Un peu d'histoire

Après les premières grandes mobilisations internationales de 1975 (« Année européenne du patrimoine architectural ») et de 1980-1981 (campagne menée pour la « Renaissance de la cité »), la France organise avec succès en 1984 des journées « portes ouvertes » dans les monuments historiques. Un an plus tard, les ministres compétents réunis à GRENADE adoptent une résolution sur le cadre dans lequel devrait s'inscrire une journée européenne du Patrimoine, organisée simultanément dans les Etats membres. Ils mettent l'accent sur la nécessité de protéger également le patrimoine rural, le **patrimoine industriel** et l'architecture du XX^e siècle. Le Conseil de l'Europe institue officiellement la journée européenne du patrimoine en 1991. En 1994, 24 pays ou régions y participent. La Wallonie, elle, a rejoint la France, la Hollande et bien d'autres dès 1989.

Le but de ces journées est de rapprocher les citoyens de leur patrimoine culturel en leur ouvrant les portes des monuments et des bâtiments historiques. De préférence, des édifices qui normalement ne sont pas, ou seulement partiellement accessibles au public. D'autres bâtisses sont également mises à l'honneur en cette occasion par des visites guidées d'experts, des expositions ponctuelles, des concerts, etc ...). Cette définition est empruntée au secrétariat européen des journées européennes, confié depuis 1994 à la Fondation Roi Baudouin. Je me permets d'insister sur l'idée de « **rapprocher les citoyens de leur patrimoine culturel** » pour en déduire que ces journées sont donc avant tout consacrées à la sensibilisation, à la prise de conscience d'un public toujours plus large à la nécessaire protection d'un patrimoine

commun dont ils sont les héritiers et qu'ils se doivent de protéger : la vigilance collective étant indispensable sous peine de voir s'effacer des traces de l'histoire commune et de menacer la qualité du cadre de vie.

II. Les journées du patrimoine en Wallonie

Comme dans bien d'autres régions ou pays, les journées du patrimoine constituent en Wallonie la seule manifestation annuelle d'envergure de sensibilisation au patrimoine. Le maintien d'un programme classique, parallèle à un thème annuel mis en exergue depuis 1993, répond à l'objectif de toucher un public toujours plus nombreux. Jamais, le message n'a varié. Ce message tient compte de l'organisation, chaque année, de manifestations réservées aux spécialistes, aux experts : journées d'archéologie, colloques d'historiens ou d'historiens de l'art, conférences ou expositions sur des thèmes pointus, etc ... Elles sont indispensables et il faut en tenir compte. Mais, **les journées du patrimoine s'inscrivent dans un autre créneau : celui de permettre à tout un chacun de choisir dans un programme très varié les visites ou activités susceptibles de les intéresser.**

Ne soyons cependant pas aveugles: le risque d'essoufflement est réel. Il doit être combattu par l'imagination, la créativité; par l'apport, chaque année, de nouveautés. Les efforts de la Division du Patrimoine (Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine) et de tous les organisateurs locaux y concourent.

Evoquons la fréquentation de l'ensemble des activités, avant d'examiner les retombées et le suivi des « journées ». Récemment, on nous reprochait de brandir les chiffres de participation comme justificatifs. Jamais des chiffres, même basés sur des formulaires sérieux d'évaluation, ne constitueront une justification en soi. Ces chiffres sont simplement indicatifs et réclamés par la presse qui suit très heureusement l'événement de près chaque année. Il n'en reste pas moins que la progression de la fréquentation des activités est nette et régulière (de 70.000 visites en 1989, on a atteint 275.000 visites en 1994).

Mais bien plus que ces chiffres, le bilan, rédigé annuellement, doit être pris en compte et permet de convaincre de la raison d'être des journées du patrimoine, des efforts à mener encore et des perspectives.

A la lecture de ces bilans, on s'aperçoit que les journées contribuent de l'avis même des organisateurs à tisser des liens, à développer les contacts entre les décideurs et les organisateurs locaux, propriétaires privés ou associations. Elles permettent à de toujours plus nombreuses et jeunes associations de se faire connaître et valorisent indéniablement les actions de tous les relais.

Les « journées » sont l'occasion de recherches et de la publication d'ouvrages de qualité, tant de la part de l'Administration que des organisateurs. Le nombre de publications parues en 1994 en matière de patrimoine industriel, exposées à l'occasion de ce séminaire, en témoigne. L'expérience démontre que ces « journées » représentent un stimulant non négligeable pour susciter de nouvelles initiatives d'érudits, de professionnels et de scientifiques.

Au-delà, les « journées » sortent de l'ombre certains bâtiments ou sites et attirent l'attention de tous sur la nécessité de leur sauvegarde.

Les concours scolaires, organisés de 1989 à 1993, l'action « Adop-tons un monument » largement développée en 1995, permettent de toucher à l'essentiel : la nécessité de sensibiliser une jeunesse très mal informée; les programmes scolaires ne prévoyant malheureusement rien en la matière.

Souhaités par le Conseil de l'Europe, les contacts transfrontaliers sont établis entre notre région, la Lorraine, le Grand-Duché de Luxembourg et aujourd'hui la Sarre. Un film consacré au patrimoine civil public scellera à nouveau cette collaboration en 1995.

« Des journées du patrimoine, pour quoi faire? » Nous croyons avoir répondu. « Que les esprits hantés par les journées du patrimoine » à la veille de leur septième édition (?), axée sur le patrimoine civil public, se rassurent : un secrétariat - permanent depuis novembre 1993 - travaille tout au long de l'année non seulement à la réflexion pour l'édition suivante mais aussi à un suivi. L'organisation de la première journée des organisateurs le 15 octobre 1994 et ce séminaire ne sont que des exemples. Le programme, déjà mis en place pour l'édition 1995, étonnera le public et les professionnels, tant par sa diversité que par sa qualité. Bénévolat, générosité dans l'effort, créativité sont chaque année au rendez-vous, gages de perspectives et de réussite ...

III. Questions et suggestions pour un débat

Elles concernent d'une part le patrimoine en général, et, d'autre part, plus précisément le patrimoine industriel.

A. Le patrimoine en général

- Les procédures d'intervention des fonds européens dans les travaux de restauration, si le propriétaire est privé, si le propriétaire est public.
- Complémentarité indispensable entre la sensibilisation grand public des grandes campagnes et la conscientisation des groupes locaux.

- Part prise par l'Aménagement du Territoire dans la protection des sites.
- Nécessité de provoquer chez l'enfant des questions sur sa relation avec le patrimoine et son devenir par une approche sensorielle et des jeux de rôle.
- Prise en charge par la Région wallonne d'un fléchage des sites et des villages wallons et de l'organisation d'événements d'un jour pour leur promotion (relations patrimoine et tourisme).
- Nécessité d'une étude sur les effets positifs et négatifs des sauvetages par gunitage.
- Faire des sites d'importance internationale à sauvegarder des lieux d'expérimentation de nouvelles pratiques, de formation aux métiers de la construction et du patrimoine.
- Enquête sur une journée du patrimoine au-delà de tout soupçon : retombées qualitatives au niveau de la sensibilisation du public, du secteur des entreprises, du secteur de l'Education et de la Formation.

B. Le patrimoine industriel

- Nécessité d'une étude générale de l'équipement technique et demande d'une assistance d'experts dans la compréhension du fonctionnement d'équipements et des machines, préalablement à des projets de restauration (suggestion de la création de groupes de réflexion et de travail).
- Nécessité d'études prenant en compte les aspects géo-typologiques et chromo-stylistiques.
- Place du patrimoine industriel désaffecté dans la ville d'aujourd'hui : sa valeur d'affectation.
- Envisager des réaffectations aussi proches que possible des besoins des habitants, du voisinage. Intégrer l'habitat dans la politique de valorisation du patrimoine industriel.
- Créer des circuits à partir des sites avec une thématique les reliant.
- Organisation d'une concertation-coordination entre Ecomusées - musées de Société.
- Il n'y a pas de patrimoine industriel sans archives. Problèmes posés par leur conservation.
- Réserver une place au patrimoine ferroviaire.